Burundi : L'armée promet de ne pas intervenir dans la crise politique en cours

@rib News, 17/02/2014 â€“ Source Reuters L'armée du Burundi a assuré lundi qu'elle n'interviendrait pas dans la crise politique en cours dans le pays, la pire depuis la fin de la guerre civile en 2005. "Il y a des rumeurs selon lesquelles l'armée va intervenir dans la crise actuelle, nous voulons rassurer sur le fait que l'armée est unie de la base au sommet", a dit le ministre de la Défense, le Général Pontien Gacyubwenge (photo), lors d'une conférence de presse. "La Constitution exige de la police et des corps armés qu'ils observent une position de neutralité et il nous faut le respecter. Les responsables politiques doivent résoudre leurs problèmes et éviter d'impliquer les forces de défense et de sécurité dans leurs affaires", a-t-il ajouté, flanqué de responsables des ministères de la Sécurité, de l'Intérieur et de la Justice. Le Burundi dispose d'un système complexe de partage du pouvoir entre les Hutus, majoritaires, et la minorité tutsie. Il a été mis en place à l'issue de 12 ans de guerre civile entre l'armée, alors dominée par les Tutsis, et des rebelles hutus. Les Hutus ne peuvent occuper plus de 60% des postes au Gouvernement et au Parlement. De même, les postes au sein de l'État-major de l'armée sont répartis entre Hutus et Tutsis. Dans une région en proie à des conflits à caractère ethnique ou religieux, la crainte de nouvelles violences au Burundi a ressurgi avec la réaction d'opposition au limogeage par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza de son vice-président tutsi issu de cette formation. La tension s'est accrue dimanche avec des affrontements entre forces de l'ordre et militants de l'Uprona réunis pour élire la direction de leur parti.